



SNUDI.FO

**Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs
et professeurs des écoles de l'enseignement public
Force Ouvrière**

Groupe de travail du Sénat sur les rythmes scolaires Retour des 4 jours et demi, suppression d'au moins 2 semaines de congés, fin du calendrier national, renforcement du PEDT...

Les « recommandations » du groupe de travail du Sénat ne doivent pas voir le jour !

Le groupe de travail du Sénat sur les rythmes scolaires a présenté ses recommandations. Jugez sur pièce.

Ajouter deux semaines de travail :

■ « **Conserver le principe d'une semaine scolaire d'au moins 4 jours et demi à l'école élémentaire.** » (recommandation n°3) ou à défaut, imposer une « *définition d'un maximum horaire de 5 h 30 d'enseignement par jour, impliquant une réduction à due concurrence (sic) des vacances scolaires* ».

■ « **Revoir le calendrier scolaire en confiant la définition aux recteurs de région académique, avec une durée minimale de 38 semaines de classes** » (recommandation n°5).

L'objectif est clair : remettre en cause les congés scolaires pour les réduire d'au moins deux semaines et disloquer le calendrier national. Chaque recteur définirait son propre calendrier scolaire, avec possibilité pour les « *acteurs locaux* » de le remodifier, de l'adapter localement en fonction des contraintes et des politiques locales.

Déjà, les recteurs des académies de la zone B projettent de modifier les congés de printemps en dérogeant au calendrier scolaire national en dehors de tout arrêté ministériel. C'est le cas du recteur de l'académie de Tours qui a décidé d'un nouveau calendrier scolaire pour l'année en cours.

Renforcer la tutelle des élus locaux via le PEDT :

■ « **Donner davantage de liberté aux acteurs locaux (élus politiques, représentants de parents... NDLR) pour élaborer les emplois du temps scolaire** » (recommandation n°4). Les enseignants de chaque école se verraient imposer localement l'organisation non seulement de la semaine, mais également de la journée scolaire (rythmes, ½ journée libérée, vacances scolaires...).

■ « **Faire du PEDT le document d'orientation des politiques éducatives locales** » (recommandation n°9). Ce serait la fin de la liberté pédagogique individuelle et de l'indépendance de l'enseignant pour le placer sous la tutelle des élus locaux qui élaborent le PEDT. Rappelons qu'avec PPCR (décret du 10 mai 2017), nous serons dorénavant évalués sur notre capacité à « *contribuer à l'action de la communauté éducative et coopérer avec les parents d'élèves et les partenaires de l'école* ».

Chacun comprend que si ces « *recommandations* » sur les rythmes scolaires étaient mises en œuvre, les enseignants du premier degré deviendraient les employés des collectivités territoriales qui détermineraient les jours de travail, les congés, la pédagogie et nous évalueraient...

À l'instar de la loi El Khomri et des ordonnances Macron sur le Code du travail, c'est l'inversion de la hiérarchie des normes appliquée à l'école. Un nouveau pas dans la dislocation de l'école publique et la remise en cause de notre statut national d'enseignant fonctionnaire d'État serait franchi.

À l'opposé, le rétablissement d'une organisation de la semaine scolaire unique nationalement, de 4 jours pour tous sur 36 semaines garantira le respect de notre statut d'enseignants fonctionnaires d'État et des droits qui y sont liés.

C'est ce qu'exprime cette lame de fond qui en quelques jours a abouti à ce que « *ce sont finalement plus de 43 % des communes qui ont choisi la semaine de quatre jours dans les écoles publiques, dès la rentrée 2017* » - (communiqué de l'AMF du 18 septembre). ■

**Le SNUDI-FO demande au ministre de ne pas retenir les recommandations du Sénat
NON à la territorialisation de l'Éducation nationale
Rétablissement d'une semaine de 4 jours sur tout le territoire national, pour tous, sur 36 semaines
Abandon des PEdT
Abrogation des décrets Peillon, Hamon et Blanquer !**

Montreuil, le 22 septembre 2017